## FORUM INTERNATIONAL DE L'ÉNERGIE

# Clôture sur une note pessimiste

***Les prix actuels du pétrole menacent, à long terme, la sécurité des approvisionnements. Une perspective qui s'explique par la baisse significative des investissements – moins de 50% en 2016 comparativement à 2015 – dans un contexte marqué par l'incertitude.***

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir) -** La déclaration finale du 15e Forum international de l'énergie (IEF), clôturé hier à Alger, si elle convient que les hydrocarbures continueront à occuper une part majeure dans le mix énergétique encore pour très longtemps, a souligné qu'il ne faut pas que la situation qui prévaut actuellement dans le marché porte atteinte à la transition énergétique en cours.

Le Forum international de l'énergie explique que les prix actuels n'incitent pas les investisseurs à augmenter les capacités de production, ce qui représente un risque pour la sécurisation des approvisionnements à long terme.

Dans sa conférence de presse tenue à la clôture de ce 15e IEF, le ministre de l'Energie, Noureddine Bouterfa, a précisé que les investissements mondiaux dans le secteur des hydrocarbures en 2016 ont baissé de 50% comparativement à 2015. Il a jouté que l'Algérie a reporté le lancement du 5e appel d'offres pour l'exploration et l'exploitation de ses hydrocarbures à cause de ce contexte défavorable justement.

«Le lancement de cet appel d'offres aujourd'hui engendrerait éventuellement des pertes. Nous avons, par contre, ouvert des discussions avec des compagnies pour discuter des opportunités de partenariats», a-t-il indiqué, en notant qu'il est difficile de drainer des investissements en ce moment.

Le ministre Bouterfa, qui s'est refusé à tout commentaire avant d'entrer dans la réunion informelle de l'Opep, a néanmoins affirmé que les déclarations divergentes des ministres de l'Opep contrastent avec la sérénité avec laquelle s'est déroulé le dialogue entre les délégations participantes au forum. «Les sessions n'ont en tout cas pas été perturbées par ce qui se disait en dehors des salles», a-t-il déclaré. Il a assuré que les avis des différents acteurs convergent vers la nécessité de stabilisation du marché. «Tout le monde est d'accord pour agir vite. Personne ne peut supporter l'évolution erratique du marché et nous devons revenir à la régulation», a-t-il soutenu.

Photo : Samir Sid

Un forum ponctué par de longues et serrées tractations.

C'étaient ainsi de longues et serrées tractations qui ont ponctué ce forum avant la réunion informelle de l'Opep. «J'ai personnellement pris part à 22 réunions», a avancé le secrétaire général de l'IEF, Xiansheng Sun qui s'est félicité de la réussite de cette 15e édition du forum, rapprochant les points de vue entre producteurs et consommateurs dans l'objectif de stabilisation du marché des hydrocarbures et la conduite de la transition énergétique. Ce faisant, les cours du pétrole qui ont pris un coup dur avant-hier à cause de la déclaration du ministre iranien de l'Energie, qui a écarté toute possibilité d'accord à Alger, perdant 2,6% (1,7 dollar) par rapport à la clôture de lundi, ont enregistré une légère hausse hier, bondissant de près 90 cents (2%). C'est que le ministre iranien a modéré ses paroles aujourd'hui, laissant entendre, dans une autre déclaration à la presse, qu'Alger sera un premier pas vers un accord qui sera conclu à Vienne. «La réunion d'aujourd'hui esquissera les grandes lignes d'un accord en novembre prochain», a-t-il conclu.

**L. H.**

## ABDELLATIF BENACHENHOU EST AFFIRMATIF :

# «On a surestimé les hydrocarbures»

***La tendance du gouvernement à surestimer les hydrocarbures au détriment des autres secteurs a aggravé les effets de la crise énergétique actuelle sur l'économie nationale. Cette façon de faire n'influe pas seulement sur l'état de santé de celle-ci mais aussi sur la pérennité de chaque PME et entreprise algérienne.***

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir) -** Il y a à peine quelques années, l'économie algérienne se caractérisait par d'importantes ressources financières issues d'un baril à 100 dollars en contrepartie d'un taux de croissance marginal, a schématisé l'ex-ministre des Finances, Abdellatif Benachenhou. Ceci, lors de la conférence du Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread) organisée hier autour des perspectives de croissance économique pour l'Algérie.

Le constat est aujourd'hui tout aussi absurde qu'ironique puisque «nous sommes amenés à inverser cette ancienne équation pour aspirer à rétablir une économie saine», a-t-il ajouté. En effet, avec les recettes qui ont reculé de moitié «on aura besoin de plus de productivité avec moins d'investissement». Le résultat auquel nous avons abouti actuellement est une conséquence tout à fait légitime considérant la nature désastreuse du mode d'allocation, de mobilisation et d'usage des ressources depuis l'indépendance à ce jour. Dans ce sens, l'intervenant a énuméré les retombées fatidiques sur le plan global, sectoriel et territorial.

Photo : DR

Abdellatif Benachenhou, ex-ministre des Finances.

En l'absence de bonne gouvernance, les lacunes censées être remises en cause sont devenues structurelles. Les processus de décisions qui se sont succédé, qui sont toutefois similaires dans le fond, n'ont pas réglé la problématique de la généralisation des subventions ou de l'inexistence de contrainte budgétaire pour les entreprises publiques, notamment se trouvant avec des déficits structurels. Et les conséquences de ce mode de gestion sont plus perceptibles que jamais. L'aventurisme étatique à parier l'économie nationale sur un seul produit fort dépendant des facteurs externes et du marché international a causé énormément de préjudice aux ressources locales et aux PME issues d'autres secteurs que celui des hydrocarbures.

### Le ras-le-bol des entrepreneurs nationaux

«Il faut se résigner à vivre avec un baril à 50 ou 60 dollars le baril et à valoriser son potentiel en énergies renouvelables (ER) et en tissu industriel», a rappelé A. Benachenhou. Longtemps mises à l'écart, les PME sont aujourd'hui doublement pénalisées : et par le contexte de crise et par le manque de considération du pouvoir. Le président du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care) et P-dg de NCA Rouiba, Slim Othmani, s'est prononcé sur les difficultés quotidiennes qui entravent et asphyxient chaque investisseur national dans son rôle économique.

Les chefs d'entreprise passent près de 80% de leur temps au sein des administrations pour des questions de paperasse et n'en consacrent que 20% à leur rôle économique central. Outre cette barrière bureaucratique, il y a toujours et encore l'instauration et l'abrogation intempestives et inopinées des textes de lois sur l'investissement. «En moins de 24 heures une loi peut être votée sans une concertation aucune avec les experts ou les parties prenantes du domaine alors que cette instabilité juridique bafoue toute la stratégie d'une entreprise», a-t-il condamné. Ce sont effectivement des pratiques qui menacent la pérennité même des PME car leur confisquant leur droit d'avoir une visibilité, et ce, à court terme notamment.

Par ailleurs, «aucun partenaire étranger n'est convaincu ou attiré par la fameuse loi 49/51» dont les véritables raisons d'adoption demeurent à ce jour un point d'interrogation. L'exportation ou la diversification économique ne peut se faire sur la base d'une décision gouvernementale alors que le cadre incitatif à l'entrepreneuriat ne suit pas. Ce n'est évidemment pas à travers ce mode de gestion oppressif imposant un verrouillage constant de l'investissement pour les opérateurs nationaux et les IDE que l'acte d'entreprendre sera plus aguicheur ou que les PME contribueront plus activement à la productivité nationale.

**N. B.**